



DANEMARK – NIGER

DOCUMENT DE POLITIQUE PAYS

2016-2020

TABLE DES MATIÈRES

1 DANEMARK ET NIGER – INTRODUCTION ET VISION D’AVENIR	3
2 CONTEXTE NATIONAL	5
3 L’ENGAGEMENT DANOIS AU NIGER – UN PARTENARIAT DE LONGUE DATE	11
4 OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET QUESTIONS ESSENTIELLES À TRAITER	12
5 RISQUES ET SCÉNARIOS	16
6 CADRE DE SUIVI ET D’ÉVALUATION	18
ANNEXE I DONNÉES CLÉS	19
ANNEXE II LA COOPÉRATION DANOISE EN COURS AVEC LE NIGER	21
ANNEXE III APERÇU DES PROGRÈS VERS LA RÉALISATION DES OMD AU NIGER	22

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique	NU	Nations Unies
BM	Banque mondiale	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
CÉDÉAO	Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest	OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
DB	Doing Business	ONG	Organisation non gouvernementale
EPIP	Évaluation des Politiques et Institutions des Pays	PDES	Plan de développement économique et social
FMI	Fonds monétaire international	RDM	Rapport sur le développement dans le monde
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population	SDGS	Santé et droits génésiques et sexuels
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme	UA	Union africaine
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives	UE	Union européenne
MUJAO	Mouvement pour l’unicité et le jihad en Afrique de l’Ouest	3N	Les Nigériens nourrissent les Nigériens

1

DANEMARK ET NIGER – INTRODUCTION ET VISION D’AVENIR

La **vision globale** qui sous-tend l’engagement danois au Niger est d’aider le gouvernement et la population nigériens en vue de maintenir la paix et la stabilité, de renforcer les valeurs démocratiques et de permettre à la population de travailler à une amélioration de ses conditions de vie sur le long terme. Le Niger est en proie à d’énormes défis. La stratégie du Danemark dans ce pays est guidée par son engagement à soutenir le Niger dans ses efforts de maintien de la paix et de la stabilité, ainsi que par sa volonté d’apporter une contribution constructive au développement d’une région sensible.

Le Niger est confronté à des défis majeurs – un climat hostile, une immense pauvreté, avec à la clé des tensions sociales encore exacerbées par la très forte croissance démographique, un territoire étendu et faiblement peuplé, une économie fragile et une très jeune démocratie menacée par l’incursion de groupes extrémistes violents issus des pays voisins. À cela s’ajoute que le Niger est l’un des principaux pays de transit pour les flux migratoires à destination de l’Europe. En dépit de ces difficultés, le gouvernement nigérien est parvenu, ces dernières années, à créer les fondements d’une société relativement stable et à quelque peu développer son économie, notamment par l’exploitation de ses ressources minérales.

Le Niger est le pays le plus grand et le plus peuplé du Sahel, mais c’est aussi, sur le plan géopolitique, une zone-tampon entre le Sahara et le Nigeria. De sa stabilité et de la paix qui y règne dépend donc la stabilité de toute la région. Un effondrement de l’ordre social et politique pourrait provoquer un véritable séisme dans la région. Reconnaisant le rôle important joué par le Niger dans la gestion de l’immigration clandestine, l’Union européenne y voit un partenaire essentiel dans sa coopération avec l’Afrique sur les questions migratoires. En outre, le gouvernement nigérien est très conscient de son rôle en tant que pays de transit, et le pays a été le premier du Sahel à se doter d’une législation qui renforce les poursuites des trafiquants et confère aux migrants le statut de victimes de violations des droits humains. Sa mise en œuvre est toutefois entravée par le manque de moyens aux niveaux gouvernemental et local, ainsi que par les difficultés socioéconomiques. Pour relever les grands défis de l’immigration clandestine qui transite par le Niger, une stratégie globale alliant dialogue politique, coopération au développement sur le long terme, aide humanitaire et activités de stabilisation de la région

sera nécessaire. Il est donc capital pour le Niger que le Danemark le soutienne dans ses efforts pour relever ces principaux défis.

Compte tenu de la vision globale qui guide son engagement au Niger, le Danemark aura pour **objectifs premiers** de renforcer **la stabilité et la paix** au Niger et dans la région, de **renforcer l’accès aux droits fondamentaux** et de réduire l’extrême pauvreté en prêtant une attention toute particulière à la **résilience**. Ce faisant, le Danemark s’intéressera à des éléments clés pour le développement du Niger dans les domaines de la stabilité, des migrations et de la réduction de la pauvreté.

La coopération danoise avec le Niger remonte à 1974. Malgré une enveloppe financière restreinte (quelque 50 millions DKK par an), **le Danemark a obtenu des résultats significatifs** et joué un rôle important dans des secteurs clés de la démocratie et des droits de l’homme, de l’approvisionnement en eau et de l’agriculture. Le Danemark a la réputation d’être un partenaire fiable. La coopération au développement qu’il apporte de longue date a débouché sur un partenariat solide, marqué par la confiance entre les deux pays. Le Niger juge important que le Danemark, qui est l’un des rares donateurs bilatéraux présents dans le pays, maintienne son engagement dans la lutte contre les causes de la pauvreté et les conflits.

Le présent document vise à définir le cadre stratégique de l’engagement danois au Niger pour les cinq prochaines années (2016-2020). L’engagement danois s’appuiera sur les résultats obtenus à ce jour et se concentrera sur les domaines dans lesquels le Danemark possède un avantage comparatif. À l’avenir, l’engagement tiendra aussi compte du fait que le Danemark n’est plus présent au Niger, en conséquence de quoi les partenariats délégués et la coopération avec des organisations multilatérales devraient jouer un rôle décisif dans la mise en œuvre des activités. Le dialogue politique avec le Niger se poursuivra essentiellement au travers de la coopération européenne.

Au vu des incertitudes associées à la situation très compliquée dans certains domaines clés, dont la sécurité et la démocratie, qui pourrait avoir un impact négatif sur le développement du Niger, il sera capital de disposer d’une **stratégie souple**, qui puisse s’adapter à des événements majeurs parfois imprévisibles.



DONNÉES SUR LE NIGER

Superficie	1 267 000 km ²
Population	17,1 millions
Croissance démographique annuelle	3,9 %
Groupes ethniques	Haoussas (53 %) Djermas-Songhaï (21 %) Touaregs (10 %) Foulanis (10 %) Autres (6 %)
Langue	Français (officiel)
Religion	Islam (95 %)

2 CONTEXTE NATIONAL

Dans ce contexte délicat, l'un des principaux facteurs de changement résidera dans l'influence déstabilisante des mouvements radicaux ou criminels, et dans le chaos généralisé qui règne dans les pays voisins. On notera en outre un climat politique instable, dans lequel les tensions ethniques ont de tout temps été une inquiétude majeure, aujourd'hui exacerbée par les risques croissants de radicalisation et les effets du changement climatique sur des ressources naturelles déjà très précaires. La voie à suivre dépendra de la volonté du gouvernement à amorcer des réformes critiques et pourrait être guidée par les perspectives économiques qu'offrent l'extraction minière et l'accroissement de la production agricole.

UN PAYS FRAGILE DANS UNE RÉGION INSTABLE

Ces dernières décennies, la région du Sahel est devenue de plus en plus instable. Le Niger a longtemps été considéré comme un relatif oasis de stabilité dans une région instable. Toutefois, cette stabilité reste fragile et elle est menacée par l'instabilité de la région, la présence de groupes terroristes et les tensions politiques qui rongent le pays.

La région a connu plusieurs conflits armés, et les organisations terroristes y ont déployé leurs activités ces dernières années. De nombreuses routes commerciales historiques à travers le désert sont

désormais contrôlées par des réseaux terroristes et criminels. Le trafic de drogues et d'armes, de même que la traite des êtres humains, ont pris une ampleur sans précédent, avec des intérêts économiques considérables. Le nord est inaccessible et peu peuplé, ce qui rend extrêmement difficile le contrôle effectif des territoires nationaux.

L'instabilité et les conflits armés qui font rage dans les pays voisins soumettent le Niger à une forte pression : le Mali à l'ouest, la Libye au nord et le Nigeria (partenaire commercial clé) au sud. La présence des grands groupes djihadistes que sont AQMI, MUJAO / Al-Murabitoon et Boko Haram, dont les activités terroristes sont de plus en plus étendues et organisées, pose un risque sérieux pour la sécurité, la stabilité et l'intégrité territoriale du Niger. Au vu de l'ampleur et de la complexité de ces conflits, il y a fort à parier que le Niger sera confronté, pour des années à venir, aux conséquences de cette instabilité régionale.

Le gouvernement nigérien est fortement engagé dans des organisations régionales telles que l'UA, la CÉDÉAO et le groupe G5 Sahel, qui traite des questions de sécurité et de développement au Sahel. Le Niger est l'un des pays du Sahel les plus résolument engagés dans la lutte contre le terrorisme aux côtés des forces alliées occidentales. Sur le plan de la sécurité, ses principaux partenaires sont l'Union européenne, la France et les États-Unis.

ENCADRÉ N° 1 NIGER – UN CLIMAT DIFFICILE, UNE FORTE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET UNE PAUVRETÉ MASSIVE

- Le Niger est enclavé. Bien qu'il s'agisse du plus grand pays du Sahel, seuls 11 % de son territoire, essentiellement situés dans le sud et l'ouest, sur les rives du fleuve Niger, sont cultivables, et la quasi-totalité de la population vit dans des conditions semi-arides. Le reste du territoire est recouvert par le désert du Sahara, avec quelques oasis et communautés minières éparses.
- Le Niger, qui fait partie des pays les plus pauvres au monde, était classé dernier de l'indice de développement humain en 2014.
- Ce pays présente en outre le plus fort taux de croissance démographique (3,9 %) et la plus jeune population (moyenne de 15,1 ans) au monde.

Veuillez-vous reporter à l'annexe I pour d'autres données clés.

Encouragé par ses alliés, le gouvernement a considérablement augmenté ses dépenses en matière de sécurité. Mais cette attention portée à la sécurité a nécessité la réaffectation de ressources au détriment des secteurs sociaux, déjà très peu dotés.

Le Niger est aussi confronté à une pléthore de **facteurs de conflit locaux**. Ce phénomène est mis en exergue par le fait que le Niger a connu plusieurs rébellions armées entre 1990 et 2009. Les **revendications de groupes pastoraux, et en particulier des Touaregs, qui affirment ne pas avoir été reconnus par l'État** et ne pas avoir bénéficié des revenus des industries extractives (uranium) dans la région d'Agadez sont une source de tensions historiques. La détérioration des conditions de vie et la marginalisation contribuent à accroître les frustrations au sein des groupes pastoraux, ce qui est en fait un terrain de recrutement propice pour les groupes radicaux. Entre autres facteurs de ces conflits, citons la disponibilité d'armes dans la région et la présence, parmi les Touaregs nigériens, de combattants entraînés qui ont servi sous Khadafi. Pour répondre à ces défis, les politiques du gouvernement misent sur un meilleur équilibre entre les régions, une décentralisation accrue, un dialogue avec le secteur social concernant les priorités et une série de mesures spécifiques en faveur du développement socioéconomique des régions exposées aux conflits.

Les conflits relatifs à l'utilisation des terres à des fins agricoles et pastorales restent une source de tensions persistantes, encore aggravées par la pression

accrue qui s'exerce sur les ressources du fait de la détérioration des terres et de la croissance démographique. Le pays a mis en place un cadre législatif innovant, participatif et large, afin d'améliorer la propriété foncière et la gestion des ressources naturelles. Toutefois, la cohérence institutionnelle et la mise en œuvre laissent à désirer. L'autorité de l'État dans la prévention et le règlement des conflits locaux demeure limitée.

Le Niger est également **exposé à un risque de radicalisation et d'extrémisme violent**. L'influence des organisations terroristes actives dans les pays voisins est renforcée par des facteurs tels que la pauvreté, les inégalités, la marginalisation, ainsi que les possibilités d'emploi restreintes pour les jeunes. Le système d'éducation peu performant contribue à accroître ces risques. La religion joue un rôle important dans la société nigérienne, dont environ 95 % est musulmane. La sphère religieuse se diversifie de plus en plus, avec l'apparition de nouvelles associations et tendances religieuses depuis les années 1990. Si elles restent minoritaires, les branches radicales gagnent en influence et séduisent les jeunes. Les liens étroits qu'entretiennent les populations par delà des frontières et l'afflux de réfugiés facilitent l'infiltration. Il reste extrêmement important de contrer l'extrémisme violent non seulement par le biais d'un dialogue entre les organisations religieuses et le gouvernement, mais aussi en menant des actions préventives auprès des jeunes.

Les migrations au départ du Niger ont pour destinations principales les pays voisins et revêtent souvent un caractère saisonnier. Par ailleurs, le Niger est, en

Afrique de l'Ouest, l'un des principaux **pays de transit** des populations qui tentent de rejoindre l'Europe via la Libye, en passant par Agadez, ville située dans le désert. Une très grande proportion des migrants originaires d'Afrique de l'Ouest qui arrivent en Europe a transité par Agadez. Les frontières entre le Niger, la Libye et l'Algérie sont mal contrôlées en raison du manque de moyens humains et financiers. Par ailleurs, leur topologie, entre montagnes et désert, les rendent difficiles à surveiller. Les migrations sont donc devenues un facteur de première importance pour l'économie locale.

Traditionnellement, la région d'Agadez a toujours été une zone de transit, mais compte tenu de la dégradation de la situation en matière de sécurité, le passage de biens et de personnes semble être devenu la seule activité économique viable de la région, ce qui rend encore plus difficile l'éradication des trafics et de la contrebande. La circulation et l'immigration des ressortissants des pays de la CÉDÉAO sur le territoire nigérien, en ce compris dans la région d'Agadez, sont légales et conformes au principe de la libre circulation au sein de la Communauté, ce qui empêche les autorités locales d'identifier efficacement les immigrants clandestins et de lutter contre la traite des êtres humains. Bien que le gouvernement nigérien se soit montré disposé à prendre des initiatives en la matière, l'application de la loi pâtit des faibles capacités dont dispose le gouvernement et du manque de ressources. Sans compter que la corruption constitue elle aussi une entrave à la lutte du gouvernement contre l'immigration clandestine.

LE PAYS LE PLUS PAUVRE AU MONDE

Près de 90 % de la population nigérienne vit sous le seuil de la pauvreté. L'analphabétisme est répandu chez les adolescents et les adultes. Il touche plus de 70 % de la population, et plus particulièrement les femmes et les jeunes filles.

Le pays affiche **le taux de fécondité le plus élevé au monde**, ce qui complique l'accès aux services de base, à l'alimentation, à l'éducation, aux infrastructures et à l'emploi pour tous, mais surtout pour les femmes et les jeunes filles. Le pays a progressé dans la réalisation des OMD, et les objectifs relatifs à l'approvisionnement des villes en eau, à la mortalité infantile et au VIH/SIDA devraient être atteints en 2015.

L'économie du Niger se caractérise par une croissance économique fluctuante, fortement influencée par les chocs externes issus des attaques terroristes, par les variations des prix de ses principales importations et exportations et par les sécheresses à répétition. Elle repose essentiellement sur l'agriculture et l'élevage, qui occupent la majorité de la population. **L'économie reste fragile.** En effet, elle est fortement tributaire d'une agriculture de subsistance pluviale, laquelle est vulnérable aux variations climatiques. Le pastoralisme et le bétail sont adaptés au climat aride et sont la deuxième source d'exportations du Niger après l'uranium. Le développement du

secteur privé est freiné non seulement par la faible qualification de la main-d'œuvre et l'absence d'infrastructures, mais aussi par les risques pour la sécurité des investisseurs. Fournir des services même basiques à une population en plein boom est un défi colossal dans un contexte où peu de ressources internes peuvent être mobilisées.

Les **industries extractives constituent l'un des principaux facteurs de changement potentiels pour l'économie nigérienne** à moyen terme. Le pays possède une longue expérience dans la production d'uranium et s'est mis à produire du pétrole en 2011. Ces dernières années, des investissements étrangers majeurs ont été consentis dans les industries extractives. La Constitution de 2010 stipule que les recettes des industries extractives seront investies dans le développement socioéconomique. Toutefois, des défis complexes subsistent s'agissant de la distribution des recettes, des tensions sociales liées à la négociation des contrats miniers et des conséquences environnementales.

Le Niger reste **fortement tributaire des aides extérieures**, qui contribuent au budget national à hauteur de quelque 40 %. Néanmoins, les niveaux d'aide sont relativement peu élevés compte tenu de l'instabilité politique du pays, et le pays fait l'objet d'un suivi de l'OCDE, qui estime qu'il ne bénéficie peut-être pas d'une aide suffisante.

CRISES ALIMENTAIRES À RÉPÉTITION, MALNUTRITION ET RESSOURCES LIMITÉES EN EAU

En 2014, le taux global de malnutrition aiguë au Niger atteignait 14,8 %. Il était ainsi le plus élevé du Sahel. Même lorsque les récoltes agricoles sont bonnes, trois à quatre millions de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire. Les ménages vulnérables ont beaucoup de mal à se remettre des quatre crises alimentaires successives qui ont frappé le pays depuis 2005. La faible résilience est en lien direct avec la croissance démographique et avec la pression accrue qui s'exerce sur des ressources naturelles déjà limitées. **Le changement climatique constitue une menace constante** pour la viabilité de l'agriculture pluviale ainsi que pour les moyens de subsistance des bergers, qui dépendent des pâtures et des ressources en eau pour leurs cheptels.

En 2012, le gouvernement a adopté l'initiative 3N, « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens », qui constitue un volet essentiel des efforts du Niger pour faire face au changement climatique et pallier le déficit chronique de la production alimentaire. Cette stratégie se fonde sur l'amélioration des rendements de l'agriculture pluviale, ainsi que sur le développement des cultures irriguées, de l'élevage et de la pêche. En dépit de conditions climatiques défavorables, le Niger possède le potentiel d'améliorer

sa sécurité alimentaire. Le recours accru à l'irrigation dans les systèmes de zones humides, la reconnaissance de la mobilité comme un facteur essentiel pour la production animale et les techniques de conversion des sols, entre autres, ont montré leur capacité à renverser la dégradation de l'environnement.

L'instabilité de la région constitue un défi de plus pour la sécurité alimentaire au Niger. Les migrations saisonnières, qui visent à diversifier les sources de revenus et à assurer la production pastorale, sont impactées par l'instabilité dans les pays voisins, et l'afflux de réfugiés exacerbe la pression sur des ressources déjà limitées. Le commerce transfrontalier avec le Nigeria est devenu extrêmement difficile.

Au Niger, les ressources en eau sont rares, et le changement climatique, associé à la croissance démographique, ne fait qu'aggraver le problème. L'accès à l'eau potable reste limité, surtout dans les zones rurales. Les prévisions actuelles en matière de changement climatique au Niger pointent un risque d'augmentation de la température et de variation de la pluviométrie qui pourraient avoir des conséquences humaines et environnementales graves. Les ressources en eau doivent être gérées de manière durable, afin de garantir les services de base et de prévenir les conflits liés au manque d'eau.

ENCADRÉ N° 2 POUR UN DÉSERT PLUS VERT – QUELQUES ACCOM- PLISSEMENTS DE 3N

- Augmentation des récoltes de 23 %
- Hausse de la production irriguée de 113 %
- 301 nouveaux points d'eau pastoraux et 127 nouvelles fermes modernes
- Récupération de 82 500 hectares de terres détériorées
- Baisse de la prévalence de la malnutrition chronique et de la sous-alimentation

GOVERNANCE ET DROITS DE L'HOMME – DÉMOCRATIE FRAGILE ET DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES

Au Niger, la démocratie a émergé en 1990, dans un contexte particulièrement difficile, marqué par la crise économique et une majorité d'analphabètes parmi les votants. Suite à diverses crises politiques graves et à deux coups d'État militaires, le Niger a renoué avec la démocratie en 1999, jusqu'en 2009, époque à laquelle une nouvelle crise politique et institutionnelle a débouché sur le dernier coup d'État militaire de 2010.

Le gouvernement actuel est en place depuis 2011. Son programme visant à relever les défis du Niger en matière de développement a fait renaître l'espoir au sein de la population. Toutefois, la stabilité politique reste fragile, et les tensions tendent à se renforcer à mesure que les élections présidentielles et législatives de 2016 approchent. Bien que la démocratisation du Niger ait favorisé certains progrès en termes d'améliorations des droits humains et de la gouvernance, beaucoup reste à faire. L'examen périodique universel réalisé par la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies et des observateurs indépendants souligne que la discrimination et la violence, surtout à l'égard des femmes et des jeunes filles, de même que l'accès à la justice, restent des problèmes fréquents. L'esclavage persiste aussi dans certains groupes ethniques. La grande taille du pays, associée à la distribution

inégalement de sa population, augmente les coûts et les distances si l'on entend garantir un accès universel à des services et infrastructures publics clés. Ces dernières décennies, des investissements nationaux majeurs dans les secteurs sociaux, soutenus par des donateurs internationaux, ont contribué à augmenter la couverture des services publics, mais la qualité de ceux-ci reste une grosse pierre d'achoppement.

La corruption est un défi de taille. Le Niger arrivait 103e sur 175 pays dans l'indice de perception de la corruption (IPC) établi par Transparency International en 2014, ce qui reflète une tendance positive. Un cadre institutionnel de mesures anti-corruption est en place, dont une ligne d'assistance chargée de recueillir les plaintes des citoyens.

Le **gouvernement a**, ces dernières années, **adopté une série de réformes** visant notamment à renforcer l'efficacité du service public. La Banque mondiale considère d'ailleurs le Niger comme l'un des meilleurs élèves de la classe (avec un indice de performances CPIA de 3,5). Toutefois, des défis majeurs subsistent en termes de politiques de réformes pour moderniser l'État. La décentralisation, en cours depuis 2014, constitue une réforme clé du secteur public. Cette réforme n'est toutefois mise en œuvre que partiellement, et il est essentiel de transférer des pouvoirs et ressources du gouvernement central vers le gouvernement local.

Les **droits des femmes et des jeunes filles au Niger** constituent un enjeu de premier ordre en matière de droits humains. Les femmes se heurtent à de la discrimination, n'ont qu'un accès restreint à l'héritage de biens fonciers, au crédit, à l'éducation et aux soins de santé. Le pays présente l'une des prévalences les plus élevées de mariages d'enfants au monde. En effet, trois filles sur quatre sont mariées avant l'âge de 18 ans. Les problèmes des femmes sont sujets à des controverses acharnées, et une forte résistance des organisations religieuses a empêché l'adoption d'un code de la famille. Le pays a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes avec quatre réserves majeures portant sur des questions familiales, dont l'égalité de droits et les responsabilités au sein des ménages. Depuis les années 2000, la scolarisation des filles au niveau primaire a néanmoins augmenté, et une loi relative aux quotas de femmes, soutenues par des organisations féminines, a permis aux femmes de prendre une part plus active à la vie politique. La politique nationale en matière de genre s'attache à améliorer le terrain socioculturel en vue de changements. Elle complète la législation et les approches qui visent à intégrer la dimension de genre dans les stratégies sectorielles.

Les **organisations de la société civile** jouent un rôle important à de nombreux égards, et notamment dans les domaines du développement, de l'action humanitaire, des droits humains et de la démocratisation. Elles ont acquis une expérience fondamentale, et certaines d'entre elles ont efficacement contribué à la mise en œuvre de programmes et initiatives clés. Elles constituent donc d'importants partenaires potentiels pour le Danemark au Niger. Elles ont toutefois besoin d'aide pour prendre une part plus significative dans le développement proactif de la société nigérienne. Par ailleurs, la société civile au Niger tend à être politisée, et les organisations se font souvent concurrence pour l'accès aux fonds plutôt que de collaborer.

3

L'ENGAGEMENT DANOIS AU NIGER – UN PARTENARIAT DE LONGUE DATE

La coopération du Danemark avec le Niger remonte à 1974. Ce partenariat a évolué et se concentre surtout sur les régions géographiques de Zinder et de Diffa (actuellement plus durement touchées par Boko Haram), dans les domaines non seulement de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, de l'agriculture, de la gouvernance, des droits de l'homme mais aussi de la paix et de la sécurité. Le Danemark est un donateur important dans le secteur de l'eau au Niger. Il est l'un des pionniers de l'alignement sur les systèmes et procédures nationaux, et il contribue de manière significative au développement des infrastructures et des capacités institutionnelles. Dans l'agricul-

ture, l'accent est mis sur le soutien à la croissance économique à long terme, au travers du développement de petites entreprises agricoles et chaînes de valeurs. Dans la gouvernance et les droits humains, le Danemark soutient les élections, les droits des femmes, le renforcement des capacités d'acteurs et institutions démocratiques clés, ainsi que les mécanismes de dialogue (cf. annexe II pour plus de détails). Le bureau de représentation du Danemark a fermé ses portes en 2014, et la responsabilité de la coopération au développement du Danemark au Niger a été transférée à l'ambassade du Danemark à Ouagadougou.

Plusieurs organisations danoises (CARE Danemark, CARITAS, le Groupe danois de déminage, l'Institut danois pour les droits de l'homme) mènent des actions de développement au Niger dans les domaines non seulement des droits de l'homme, de la paix et de la stabilisation mais aussi du développement local et de la sécurité alimentaire. Ces activités constituent un complément important à la coopération au développement officielle du Danemark au Niger.

ENCADRÉ N° 3 LE DANEMARK AU NIGER – BILAN DES PROGRAMMES EN COURS (CF. ANNEXE II)

- Meilleur accès à l'eau dans les régions de Zinder et Diffa : Diffa 81 %, Zinder 61 %, moyenne nationale 52 % (pour la période 2012-2017).
- Soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie nationale pour l'hydraulique pastorale (pour la période 2012-2017).
- Renforcement des capacités de 1 450 organisations agricoles (dont 550 associations féminines) (pour la période 2014-2019).
- 998 micro-projets dans les régions de Zinder et Diffa, qui ont bénéficié à plus de 30 000 producteurs (dont 45 % de femmes) (pour la période 2014-2019).
- Soutien au renforcement des systèmes administratifs de l'Assemblée nationale (RH, informatique, etc.) (pour la période 2014-2017).
- Aide à la création d'« écoles des maris », où les hommes s'organisent pour prendre en charge la santé de la famille, ce qui permet de favoriser la santé génésique des femmes et d'améliorer leur position dans la société en général. (pour la période 2014-2017).

4

OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET QUESTIONS ESSENTIELLES À TRAITER

Le point de départ du présent document stratégique réside dans l'engagement du Danemark à combattre la pauvreté tout en garantissant la stabilité et les droits fondamentaux, surtout dans les pays en situation de fragilité, donnant aux populations locales la possibilité d'améliorer leurs conditions de vie. Au vu des grands défis auxquels est confronté le Niger et des avantages comparatifs clés du Danemark, les trois objectifs stratégiques seront les suivants : 1) stabilité et paix, 2) accès aux droits fondamentaux pour les citoyens ordinaires et 3) réduction de l'extrême pauvreté.

Ces objectifs stratégiques sont étroitement liés et incluront, dans la mesure du possible, une attention particulière au renforcement des capacités des institutions gouvernementales et de la société civile. Une approche transversale fondée sur les droits de l'homme sera appliquée

à l'ensemble de l'engagement danois. Compte tenu de l'engagement étendu du Danemark dans la région du Sahel, la priorité ira aux synergies et à la coordination avec les initiatives danoises existantes et la stratégie Sahel de l'Union européenne.

Les objectifs stratégiques sélectionnés s'inscrivent dans le droit fil des priorités générales du gouvernement nigérien, exposées dans la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, intitulée « plan de développement économique et social (PDES 2012-2015) », et dans les politiques sectorielles pertinentes¹. Les initiatives reposant sur des valeurs partagées dans différents domaines, tels que les droits de l'homme, la démocratie, la bonne gouvernance, la sécurité et les migrations, seront principalement encouragées au travers du dialogue politique entre l'Union européenne et les autorités du Niger.

En outre, le Danemark s'efforcera de rester en contact avec des partenaires clés issus de la société civile.

Les pays de l'Union européenne présents au Niger ont élaboré un document de programmation conjoint afin de renforcer la complémentarité de leur coopération au développement. Le Danemark suivra ce processus tant en termes de coordination que de dialogue stratégique avec le gouvernement. Il s'engagera en outre activement, sous les auspices tant de l'Union européenne et des Nations Unies que de l'Union africaine et d'autres forums internationaux, dans des questions d'intérêt pour le Niger et participera à la formulation de stratégies pertinentes pour le pays.

Compte tenu de la complexité des conditions qui prévalent au Niger, les modalités de coopération suivantes pourront être appliquées suivant l'évolution de la situation :

1) aide au développement au travers du programme national pour le Niger ; 2) initiatives du Fonds pour la paix et la stabilisation visant la stabilisation et la sécurité ; 3) fonds de l'enveloppe Climat s'il existe une possibilité d'intégrer ceux-ci dans le programme national, 4) soutien du Danemark au Niger et alliances avec le pays dans le cadre d'organisations

ENCADRÉ N° 4

A L'AVENIR, LA COOPÉRATION DANOISE AVEC LE NIGER SERA GUIDÉE PAR LES PRINCIPES SUIVANTS

- a. **Une approche globale et souple** aux niveaux national et régional, qui inclut notamment une diplomatie active, le dialogue politique, le développement socioéconomique, la sécurité et la stabilisation, de même que l'aide humanitaire.
- b. **Une synergie** avec d'autres donateurs favorisant une approche conjointe et harmonisée des aspects complexes de la sécurité et du développement.
- c. Une attention particulière aux **objectifs de renforcement de l'État** sur le long terme, qui privilégie des processus politiques et institutionnels inclusifs, eu égard au fait qu'un État solide est essentiel pour une paix durable.
- d. **Une approche fondée sur les droits**, eu égard au fait que la discrimination et l'exclusion sont des causes majeures de conflits.

¹ Une Commission travaille actuellement au renouvellement de la stratégie de lutte contre la pauvreté pour la période 2016-2019. Les principales priorités, qui concernent la sécurité, la gouvernance, la sécurité alimentaire, la croissance économique et le développement social, ne devraient pas être fondamentalement modifiées.

et forums multilatéraux le cas échéant ; 5) ONG danoises activement engagées au Niger via un financement cadre ou d'autres sources ; 6) désignation de personnes-ressources danoises dans des organisations multilatérales au Niger, lorsque cela est possible et nécessaire ; 7) une aide humanitaire peut être envisagée sur la base d'une analyse des besoins humanitaires globaux si de nouvelles crises aiguës apparaissent et 8) maintien de contacts entre les forces armées danoises et nigériennes.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1

RENFORCER LA STABILITÉ ET LA PAIX

Au Niger, paix et stabilité sont étroitement liées à l'évolution de la situation dans le Sahel en général, et notamment aux conflits armés. Au niveau régional, il s'agit non seulement d'empêcher les organisations terroristes de continuer à élargir leurs activités, de contrer le trafic des migrants et la propagation de l'extrémisme violent, mais aussi de renforcer le dialogue et la coopération en matière d'activités antiterroristes aux niveaux régional et international.

La nature transfrontalière des menaces de sécurité au Sahel a été reconnue au niveau international. Le Danemark collaborera avec l'Union européenne, les Nations Unies, l'Union Africaine et d'autres organisations sous-régionales comme la CÉDÉAO et le groupe G5 Sahel en vue de promouvoir la sécurité et la

stabilisation de la région, en prêtant une attention toute particulière aux initiatives qui ciblent les causes premières de l'instabilité et les migrations.

Un meilleur contrôle aux frontières, de même que la surveillance des mouvements transfrontaliers, sont absolument essentiels pour empêcher les groupes terroristes d'étendre leurs activités, pour lutter contre les réseaux criminels et la traite des êtres humains, la contrebande, etc. Aux niveaux national, régional et local, ces efforts pourraient inclure l'amélioration des capacités des forces de sécurité et de leur présence sur le territoire, la lutte contre l'extrémisme violent et une aide au gouvernement nigérien dans la gestion des flux migratoires. Par ailleurs, le Danemark envisagera de soutenir les initiatives visant à informer les migrants qui transitent par le Niger des dangers associés à leur voyage vers l'Europe, des possibilités de rapatriement, etc. Une telle initiative pourrait être le projet-pilote du centre polyvalent d'Agadez géré par l'OIM, dans lequel la Commission européenne est également engagée. Le Centre s'efforcera d'apporter une aide de première ligne et des informations aux migrants (et notamment des informations sur les retours volontaires), et de les orienter vers la protection nationale.

Au niveau national, les grands chantiers du Niger consistent notamment à bloquer les tentatives de Boko Haram pour s'infiltrer sur le territoire et à empêcher la propagation de ses attentats terroristes,

ainsi que de ceux de l'AQMI, Mujao/Al-Murabitoon et d'autres groupes radicalisés. Juguler l'influence des mouvements radicaux parmi la population et surtout les jeunes, contrer l'extrémisme violent et la radicalisation susceptible de déboucher sur des actes de terrorisme est un défi clé à long terme. À cet égard, l'accès à l'éducation et à l'emploi, surtout chez les jeunes, joue un rôle crucial.

La consolidation des institutions démocratiques est une condition de première importance pour relever de manière viable les défis posés par la sécurité en favorisant un débat politique pluraliste sur des questions de société essentielles, dont la sécurité et la surveillance de l'action gouvernementale. Le principal vecteur de l'aide danoise dans ce domaine sera le programme danois pour la stabilisation et la paix dans le Sahel. Celui-ci pourra être complété par des initiatives bilatérales qui s'intéresseront à des questions nationales plus restreintes, qui ont un impact sur le risque de radicalisation, la gestion des conflits locaux et les migrations.

Par ailleurs, le Fonds fiduciaire européen pour les migrations dont le lancement devrait avoir lieu au Sommet UE-Afrique de la Valette en novembre pourrait jouer un rôle important pour les initiatives qui ciblent les causes premières des flux migratoires, dont le manque de stabilité et de croissance économique, et les violations des droits de l'homme.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 2

AMÉLIORER L'ACCÈS DES CITOYENS ORDINAIRES AUX DROITS FONDAMENTAUX

Garantir l'accès aux droits fondamentaux est extrêmement important sur le long terme pour combattre les principales causes de la pauvreté, de l'exclusion et de la discrimination et éradiquer les causes profondes des conflits. Ceci suppose d'offrir à tous des services publics de base, d'améliorer l'égalité d'accès aux processus décisionnel et de lutter contre la discrimination et la corruption. Le Danemark a accumulé une précieuse expérience et possède un avantage comparatif dans la promotion des droits des femmes et l'accès à l'eau. Celui-ci sera encore consolidé au cours de la période 2016-2020, afin de mettre en place un environnement socioculturel, institutionnel et juridique propice à l'égalité des sexes. Le Danemark entend soutenir le renforcement des capacités des organisations de la société civile qui s'occupent des questions liées aux femmes et aux jeunes filles et participera activement à des forums internationaux en vue de promouvoir les droits de l'homme et l'égalité des sexes au Niger.

Le Danemark s'efforcera d'associer les organisations de la société civile à la formulation et à la mise en œuvre de programmes de développement et recherchera le dialogue politique à chaque fois que cela sera possible. À cet égard, il participera aussi au renforcement des capacités des organisations de la société civile, notamment par l'entremise d'AmplifyChange, qui aide les organisations locales d'Afrique à mettre en place des stratégies de réforme et de changement en vue d'améliorer la santé et les droits sexuels et génésiques (SDSG) des femmes, jeunes filles et autres personnes pauvres et marginalisées.

Au Niger, l'accès à l'eau constitue un enjeu majeur. L'utilisation de l'eau à différentes fins, dont la consommation humaine, l'industrie minière, l'agriculture et l'élevage, nécessite des stratégies intégrées en vue de réduire les conflits et de préserver les ressources pour les générations futures. Le Niger a mis en place un cadre juridique de gestion intégrée de l'eau en vue d'améliorer les connaissances sur l'eau en tant que ressource, sa gestion et sa protection. Sur la base des importants résultats obtenus dans le secteur de l'eau, le Danemark continuera à aider le gouvernement nigérien dans l'approvi-

sionnement en eau des populations rurales et dans la mise en œuvre de stratégies en matière de gestion intégrée de l'eau. Une aide danoise à long terme au secteur de l'eau a contribué à renforcer les capacités gouvernementales aux niveaux national et régional. Exceptionnellement pour le Niger, il a été possible de mettre en place une approche programme basée sur les systèmes et procédures nationaux. Le Danemark continuera à se concentrer sur le renforcement des capacités du gouvernement à assurer l'approvisionnement en eau et à gérer les ressources hydriques. À chaque fois que cela sera possible, le Danemark accompagnera le Niger dans la mise en œuvre de la décentralisation du secteur de l'eau et l'aidera à renforcer les capacités des autorités locales.

Les activités menées dans ce domaine seront principalement financées par le programme bilatéral.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 3

RÉDUIRE L'EXTRÊME PAUVRETÉ EN METTANT L'ACCENT SUR LA RÉSILIENCE

La malnutrition aiguë et les crises alimentaires à répétition sont le reflet d'une tendance de fond vers une plus grande vulnérabilité. Le Danemark abordera cette problématique en soutenant l'initiative 3N et ciblera plusieurs défis spécifiques.

Si le climat aride du Niger constitue un obstacle majeur à l'amélioration de sa sécurité alimentaire, le pays présente néanmoins un **potentiel pour l'agriculture irriguée et l'élevage**. Dans le même temps, des mesures spécifiques viseront plus particulièrement à aider les ménages vulnérables à obtenir des revenus et à diversifier ceux-ci.

Les crises alimentaires précédentes ont montré que les femmes assumaient de plus en plus de responsabilités dans la subsistance des ménages. En développant des activités à faible rendement mais présentant un risque relativement peu

élevé, elles peuvent apporter une contribution substantielle à la survie des membres de leur foyer en temps de crise. Ces mesures peuvent aider les femmes des zones rurales non seulement à développer des activités génératrices de revenus, mais aussi à accéder aux terres et aux moyens de production.

Les engagements concrets dans ce domaine seront principalement financés par le programme national. L'octroi de fonds de l'enveloppe Climat pourrait aussi être envisagé s'il existe une possibilité de les intégrer dans le programme national. Une aide humanitaire pourra être proposée suivant l'analyse des besoins humanitaires globaux.

La bonne gestion des industries extractives sera cruciale pour le développement socioéconomique du Niger. Le Danemark encourage les organisations internationales telles que l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), les institutions financières internationales et les partenaires bilatéraux possédant une plus grande expertise dans ce secteur, à apporter leur aide au Niger.

5 RISQUES ET SCÉNARIOS

Compte tenu de la précarité de la situation au Niger, l'engagement danois comporte des risques qui devraient être pris en considération d'emblée.

Dans l'indice de fragilité des États de 2014², la situation du Niger est jugée alarmante, et le pays figure parmi les États les plus fragiles, se classant 19e sur 177. Un service public restreint, associé à une forte croissance démographique, à des menaces transfrontalières et à une pression exercée par l'insécurité dans la région, sont des facteurs critiques. Un retour en arrière démocratique est un risque majeur dans ce contexte, surtout au regard de la détérioration du climat politique à la veille des élections de 2016. Enfin, face aux sécheresses à répétition, aux niveaux inquiétants de carences alimentaires et au manque de moyens pour accueillir les réfugiés, la situation humanitaire est précaire.

Le risque d'enlèvement limite la circulation dans le pays, mais, à ce jour, les instances gouvernementales et les organisations nigériennes peuvent opérer relativement librement. Une dégradation de la situation en matière de sécurité pourrait toutefois restreindre davantage encore l'activité dans les zones frontalières.

Le manque de moyens des organisations nationales et la corruption constituent des

risques de nature à impacter la réalisation des objectifs du programme. Toutefois, l'évaluation internationale des capacités gouvernementales montre une certaine amélioration. Lors de l'élaboration du programme, il conviendra de voir comment cette amélioration peut être soutenue et renforcée.

Les partenariats délégués et le financement au travers d'organisations multilatérales et d'autres partenaires internationaux seront les modalités de financement privilégiées de l'aide danoise. Les partenaires délégués potentiels seront associés à la formulation des nouveaux programmes, de manière à garantir une meilleure coordination avec leurs propres programmes. L'alignement sur les systèmes nationaux, l'harmonisation et les accords financiers conjoints se poursuivront.

Le présent document stratégique se fonde sur **trois grands scénarios**, comme décrit ci-dessous. Sans l'émergence, à un moment donné, d'un scénario clair et bien défini, le développement du Niger risque de faire du sur-place. L'engagement danois sera donc souple et s'adaptera à la situation. Toutefois, le suivi journalier des activités sera entravé par l'absence d'une représentation danoise sur place. L'aspect « risques et surveillance » jouera donc un rôle capital lors de l'établissement de partenariats délégués.

² L'indice de fragilité des États est un classement annuel regroupant 178 nations, suivant leur degré de stabilité et les pressions auxquelles elles sont confrontées. Cet indice est publié par le Fonds pour la paix (FFP), une organisation de recherche et d'éducation indépendante, non partisane et sans but lucratif, qui œuvre à la prévention des conflits violents et à la promotion d'une sécurité durable.

ENCADRÉ N° 5

TROIS GRAND SCÉNARIOS DANS LE DOCUMENT STRATÉGIQUE NATIONAL

Scénario 1 : statu quo

La situation politique reste stable, mais se caractérise par une scène politique fragmentée en proie à des conflits violents, par des progrès limités dans les réformes de la législation et du secteur public et une administration fortement politisée. Bien que fragile, la situation du pays en matière de sécurité reste relativement stable. On observe néanmoins des poches d'insécurité, et la stabilité est menacée par des attaques terroristes. L'insécurité dans la région entrave le développement du secteur privé, et la croissance économique reste instable. Des investissements dans les secteurs sociaux et économiques consentis avec l'aide de partenaires externes contribuent modestement à la réduction de la pauvreté et à l'atténuation des crises alimentaires.

Réponse de la stratégie : *la coopération suit l'idée maîtresse du présent document. Des programmes seront conçus en vue de soutenir des améliorations à long terme notamment en matière de renforcement des capacités du gouvernement et des organisations de la société civile.*

Scénario 2 : situation la plus favorable

Le climat politique s'améliore, et les projets de réforme peuvent être mis en œuvre avec succès. La situation régionale en matière de sécurité s'éclaircit. La fourniture des services publics et la protection des droits de l'homme progressent à grands pas. L'expansion du secteur minier augmente les ressources dont dispose le gouvernement pour investir dans le développement socioéconomique et favoriser la croissance économique. Compte tenu de l'ampleur de la pauvreté au Niger, celui-ci restera vraisemblablement un pays à faibles revenus tout au long de la période couverte par le présent document stratégique.

Réponse de la stratégie : *si la situation en matière de sécurité s'améliore, il sera possible d'interagir davantage avec les autorités locales et les groupes marginalisés. On pourra davantage faire appel aux conseillers et ONG danois. Dans l'hypothèse d'une amélioration de l'environnement commercial au Niger, il sera plus judicieux d'établir des relations avec le secteur commercial formel, et des instruments visant à renforcer la collaboration avec celui-ci pourront être envisagés dans des domaines tels que l'eau et l'efficacité énergétique.*

Scénario 3 : situation la moins favorable

Les tensions politiques débouchent sur une paralysie du gouvernement ou sur un coup d'État militaire qui plonge le pays dans une nouvelle crise économique et sociale. Les attentats terroristes se multiplient, et l'État perd le contrôle d'une grande partie de son territoire. La crise humanitaire s'aggrave.

Réponse de la stratégie : *en cas de retour en arrière démocratique ou d'effondrement du gouvernement, la priorité ira à l'aide humanitaire, à la stabilisation et au soutien à la société civile. Les zones géographiques d'intervention seront arrêtées sur la base d'une analyse minutieuse de la situation en matière de sécurité dans le pays, et les activités des donateurs seront coordonnées. Il sera difficile de maintenir les efforts visant le renforcement des capacités sur le long terme.*

6 CADRE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

Dans chaque domaine d'intervention, des indicateurs de rendement spécifiques seront définis en vue de gérer et de mesurer les progrès, les performances et les résultats. À chaque fois que cela sera possible, des indicateurs seront dérivés des systèmes du gouvernement nigérien, de sorte que le suivi et l'évaluation puissent être alignés sur ceux-ci.

Le Danemark identifiera les risques potentiels de chaque domaine et, sur cette base, élaborera des stratégies de gestion des risques, d'une part pour minimiser ceux-ci et d'autre part pour ajuster constamment les mesures prises en vue de faire face à ces risques.

ANNEXE I DONNÉES CLÉS

DONNÉES CLÉS ÉCONOMIQUES	UNITÉ		SOURCE
Superficie (2013)	km ² millions	1,3	RDM
Population (2013)	millions	17,83	RDM
PIB (2013)	USD / milliards	7,407	RDM
Croissance économique annuelle (2013)	% du PIB	4,1	RDM
RNB par habitant (2013)	USD (méthode Atlas)	400	RDM
Croissance du RNB par habitant (2013)	%	-1,5	RDM
Indice de la facilité de faire des affaires (2014)	Classement	168	DB/BM
SECTEURS ÉCONOMIQUES (PART DU PIB)			
a. Agriculture (2013)	% du PIB	37,2	RDM
b. Industrie (2013)	% du PIB	19,4	RDM
c. Fabrication (2013)	% du PIB	6,1	RDM
d. Services (2013)	% du PIB	43,4	RDM
Dépenses publiques globales (2013)	% du PIB	28,9	FMI
Revenus fiscaux (2013)	% du PIB	15,2	FMI
Aide au développement par habitant (2012)	USD	53	RDM
Aide publique au développement (APD) nette (2012)	% du RNB	13,8	RDM
Service de la dette (2011)	% des exportations de biens, de services et de revenus	2,4	RDM

DONNÉES CLÉS SOCIALES			
	UNITÉ		SOURCE
Croissance démographique (2013)	% annuel	3,9	RDM
Espérance de vie (2013)	années	58	RDM
Mortalité infantile (2013)	nombre de morts par 1 000 naissances	60	RDM
Accès à l'eau potable (2013)	% sans accès en milieu rural et urbain	53 (rural) 13 (urbain)	Gouvernement nigérien
Accès aux services de santé de base	% sans accès	47	Gouvernement nigérien
Nombre de médecins (2012)	par 100 000 habitants	2	RDM
Taux de prévalence du VIH chez les 15-49 ans (2013)	%	0,4	ONUSIDA
Taux d'alphabétisation des adultes (2013)	% (15 ans et plus)	28,7	RDH
Taux net de scolarisation dans le primaire (2013)	%	68,8	RDM
Taux net de scolarisation dans le primaire, filles (2013)	%	57,15	RDM
Dépenses en matière d'éducation (2012)	% des dépenses publiques	18,2	RDM
Dépenses militaires (2013)	% du PIB	1,05	RDM
DISTRIBUTION DES REVENUS			
Revenu des 10 % les plus riches (2011)	% du revenu national	26,3	RDM
Revenu des 10 % les plus pauvres (2011)	% du revenu national	4,0	RDM
DONNÉES CLÉS ENVIRONNEMENTALES			
Surfaces protégées pour la promotion de la biodiversité (2012)	%	16,7	Bureau des statistiques des NU
Émissions de dioxyde de carbone par habitant et consommation des CFC appauvrissant la couche d'ozone (2010)	tonnes métriques	0,09	Bureau des statistiques des NU
DONNÉES CLÉS LIÉES AUX DROITS DE L'HOMME			
Ratification de 9 instruments clés liés aux droits de l'homme	traités	8*	HCDH

* La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été ratifiée avec réserves

ANNEXE II

LA COOPÉRATION DANOISE EN COURS AVEC LE NIGER

La coopération danoise est axée sur le secteur de l'eau et de l'assainissement ainsi que sur l'agriculture et le développement rural. Un troisième programme sectoriel porte sur la promotion des droits des femmes et sur le renforcement des capacités des institutions démocratiques. Par son programme régional pour la paix et la stabilisation dans le Sahel, le Danemark soutient également les activités de stabilisation.

Le **Programme d'Appui au Secteur Eau, Hygiène et Assainissement (PASEHA II)** couvre la période 2012-2017 avec un budget de 200 millions DKK. Ce programme est le premier du secteur eau à s'appuyer essentiellement sur des institutions existantes. Le programme prévoit d'importants projets d'infrastructure en raison de la croissance démographique et d'un meilleur accès à l'eau potable et aux services d'assainissement. Malgré un meilleur taux de couverture de l'approvisionnement en eau potable, plus de 50 % des populations rurales n'ont toujours pas accès à l'eau potable. Les activités comprennent la construction et la gestion d'infrastructures pour l'approvisionnement en eau dans les zones rurales et semi-urbaines, y compris puits, forages équipés de pompes et de systèmes en réseau dans les grandes agglomérations. Le PASEHA I a permis

à environ 126 500 personnes d'avoir accès à l'eau potable.

Le **Programme de Promotion de l'Emploi et de la Croissance Économique dans l'Agriculture (PECEA)** s'étend sur la période 2014-2019 avec un budget de 195 millions DKK. Le programme a pour objectif de développer les systèmes de production locale et l'aide institutionnelle aux partenaires locaux et nationaux. Le programme précédent (2009-2014) a bénéficié à env. 30 000 producteurs dont 45 % de femmes, et les principaux résultats concernent le développement de l'agriculture irriguée, la sécurité de la propriété foncière, la transformation de produits locaux et activités connexes du secteur de la pêche. Le PECEA s'appuie sur des résultats obtenus en prêtant une attention particulière aux chaînes de valeur afin de favoriser la croissance économique et la création d'emplois dans les secteurs agricole et de l'élevage. Le programme est placé sous la tutelle du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens) qui en assure la coordination nationale.

Le **Programme d'Appui à la Démocratie et aux Droits Humains (PADDH)** s'étend sur la période 2014-2017 avec un budget de 50 millions DKK. La composante sur les

droits des femmes est intégrée dans le cadre du programme pays du FNUAP. Parmi les principaux résultats des années précédentes, figure la mise en place d'un dialogue important entre le gouvernement, la société civile et les leaders locaux et religieux via des plateformes religieuses œuvrant en faveur de l'égalité des sexes et des droits des femmes. Le Danemark soutient le renforcement des capacités des députés de l'Assemblée nationale et des commissions parlementaires dans le domaine des ressources naturelles, de la gestion des finances publiques et des droits humains. La dernière composante concerne le renforcement des capacités des médias.

Le Danemark soutient la prévention des conflits au Niger par le biais du **Programme Régional pour la Paix et la Stabilisation dans le Sahel** qui couvre la période 2013-2017 avec un budget total de 130 millions DKK. Le programme aborde les défis régionaux politiques et de sécurité dans le Sahel en prêtant une attention particulière à la médiation renforcée, la résolution des conflits, l'amélioration de la sécurité et aux activités destinées à lutter contre l'extrémisme violent et le crime organisé.

ANNEXE III

APERÇU DES PROGRÈS VERS LA RÉALISATION DES OMD AU NIGER

OMD	NIVEAU PRÉCÉDENT	NIVEAU ACTUEL	CIBLES OMD	PROBABILITÉ DE RÉALISATION
1. PAUVRETÉ				
Réduire de moitié, entre 1990 et 2015 :				
– la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour	63 % (1993)	48 % (2011)	32,5 %	Peu probable
– la proportion de la population qui souffre de la faim (% d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale)	36 % (1992)	38,5 % (2011)	18 %	Peu probable
2. ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS				
Assurer l'éducation primaire pour tous (taux net de scolarisation)	18 % (1990)	70,5 % (2013)	100 %	Peu probable
Donner à tous les enfants les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	15 % (1991)	51 % (2011)	100 %	Peu probable
3. ÉGALITÉ DES SEXES				
Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire	62,5 % (1997)	81 % (2012)	100 %	Peu probable
4. MORTALITÉ INFANTILE				
Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (décès pour 1 000 naissances vivantes)	318 (1992)	127 (2012)	106	Probable
5. SANTÉ MATERNELLE				
Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle (décès maternels pour 100 000 naissances)	652 (1992)	535 (2012)	175	Peu probable
Proportion de naissances assistées par un personnel soignant qualifié	14,9 % (1992)	29,4 % (2010)	100 %	Peu probable
6. VIH/SIDA, PALUDISME ET AUTRES MALADIES				
Taux d'incidence du VIH/SIDA	0,87 % (2002)	0,7 % (2006)	<0,7 %	Probable
7. ENVIRONNEMENT DURABLE				
– Réduire de moitié le taux de la population sans accès à des sources d'eau potable améliorées	22,3 % (1992)	51 % (2008)	45 %	Probable
– Réduire de moitié le taux de la population sans accès à des services d'assainissement améliorés	12 % (1992)	12 % (2008)	36 %	Peu probable

Sources : gouvernement nigérien, institut national des statistiques.

DANEMARK – NIGER
DOCUMENT DE POLITIQUE PAYS
2016–2020
Mars 2016

Distributeur:
Ministère des Affaires Étrangères
Asiatisk Plads 2
1448 Copenhagen K
Danemark

Téléphone +45 33 92 00 00
Fax +45 32 54 05 33
E-mail um@um.dk
Internet www.um.dk

Design: BGRAPHIC
Photo: ©Jonathan Bjerg Møller/CARE

Cette publication peut être
téléchargée ou commandée sur:
www.danida-publikationer.dk

Le texte de la présente publication
peut être cité sans autorisation.

ISBN 978-87-7087-931-6 (PDF version)
ISBN 978-87-7087-933-0 (HTML version)

